DÉCLARATION

FAITE par une partie de la NOBLESSE

DE GUIENNE.

Coper

2789

Nous Gentilshommes soussignés, faisant partie de la Noblesse de Guienne, adhérant aux principes de la Déclaration faite par l'un de Nous, à l'Assemblée générale, tenue le matin, hier 6 Avril 1789, dans la Salle du Musée, déclarons que nous ne regardons pas comme constitutionnels, la forme & le fonds de tous les Articles impérativement exigés dans le Cahier adopté par la pluralité des Gentilshommes de cette Sénéchaussée;

Nous croyons qu'il est d'autres objets constitutionnels, qui ne sont pas compris dans la premiere Section du Cahier, tels sur-tout que l'établissement des Etats-Provinciaux, celui du Jugement par Jurés, la

Liberté de la Presse, & que nous regardons comme tenant essentiellement à la Constitution qui doit être établie & à la Liberté qu'il faut assurer.

Nous protestons contre l'Ordre positif, donné aux Députés, de ne voter que par ordre; cette forme de délibérer ne pouvant être prescrite que par les Etats-Généraux.

Nous protestons contre l'Ordre positif, - donné aux Députés, de n'entreprendre aucune espece de travail, avant que les six premiers Articles du Cahier n'aient été établis par une Loi fondamentale.

Nous protestons contre l'Ordre positif, donné aux Députés, de prendre nos instructions ultérieures, sur les objets qui leur seront proposés & qui ne sont pas compris dans ce Cahier.

Ces Ordres absolus rendroient nulle la présence de nos Députés aux Etats-Généraux. Nous protestons, en conséquence,



contre toute limitation de pouvoirs, qui pourroit nécessiter nos Députés à ne concourir à aucune Délibération, si le vœu général s'écartoit des Ordres portés dans le Cahier.

Nous déclarons d'ailleurs que notre vœu le plus cher est que nos Députés se concilient avec ceux de toutes les Sénéchaussées du Royaume; qu'ils arrêtent avec eux, & avant tout, les objets relatifs à notre constitution; & qu'après l'avoir assis fur des bases inébranlables, ils remédient aux abus de toutes les parties de l'Administration, aux désordres publics & aux besoins de l'Etat.

Pour y parvenir, nous Gentilshommes foussignés, donnerons aux Députés, à la nomination desquels nous pourrions concourir, des pouvoirs généraux & suffissans. C'est ce que nous croyons devoir à la religion de notre serment, au Roi & à la Nation.

Nous remettons cette Déclaration à M. le Grand-Sénéchal, auquel nous la fignifions, en sa qualité de Commissaire du Roi, pour l'exécution des Lettres de Convocation aux Etats-Généraux, & en sa qualité de Président de la Noblesse, pour qu'il en soit sait lecture dans l'Assemblée de l'Ordre, & qu'elle soit insérée dans son Verbal. Nous en remettrons Copie chez un Notaire, en cas de resus, & nous lui en demanderons Acte: nous aurons l'honneur d'en adresser une au Roi, & une aux Etats-Généraux. Fait à Bordeaux, l'Ordre de la Noblesse étant Assemblé, le 7 Avril 1789.

Et ont signés, MESSIEURS,

Le Comte de Preissac, Lieutenant-général des Armées.

Le Duc de Duras, en son nom & pour ... Le Maréchal, Duc de Duras.

Le Vicomte de Grenier, en son nom & pour Mile Louise de Grenier Floirac.
Barret de Ferrand.

)
Le Chevalier de Cosson.
Le Marquis de Joigny.
Le Marquis de Joigny fils.
De Marin.
Le Chevalier de Filley.
Le Chevalier Dufau, en son nom & pour
M. Le Moine.
Le Chevalier Jean Duperier.
Le Chevalier Louis Duperier.
D'Aulede de Pardaillan.
De Bellot, en fon nom, & comme
Procureur-fondé
Du Duc de Lesparre.
Le Baron de Wormefelle.
Lavergne de Peyredoulle.
Rattier Du Pin,
Duperier, Chevalier, tant en son nom
que pour
Le Vicomte de Brons &
Le Comte de Calvimont Saint-Martial.
De Ladebat, tant en son nom que pour
M. Laffon de Ladebat son pere, &
Madame la Comtesse de Wayrans.
Grenier.

Fadhere à la Protestation faite par les Gentilshommes ci-dessus, parce qu'elle est conforme aux sentiments que j'ai manifesté dans les Assemblées où j'ai assisté.

Louis Hyacinthe d'Udévant.

Desoyres.

